

Vu de Grèce, le Brexit « rappelle que le référendum n'est qu'une arme à blanc »

LE MONDE | 02.07.2016 à 11h19 • Mis à jour le 04.07.2016 à 08h28 | Par Filippa Chatzistavrou (chercheuse à la fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère, Eliamep)



Manifestants britanniques contre le brexit, le 2 juillet à Berlin. JOHN MACDOUGALL / AFP

Par Filippa Chatzistavrou, chercheuse à la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère (Eliamep)

Le vote britannique du 23 juin en faveur d'une sortie de l'Union européenne (UE) a laissé l'Europe groggy. Ce séisme fait écho au référendum grec de juillet 2015, accréditant ce que l'on pouvait craindre alors : que ce dernier soit précurseur d'un lent effondrement de l'édifice européen. Le cas grec, cependant, relevait du registre punitif tandis que l'exit britannique est un choix national que d'autres pourraient être tentés d'imiter.

L'histoire d'une propagation est toutefois loin d'être écrite. Contentons-nous, à ce stade, de constater que ces deux événements sont symptomatiques des frictions croissantes que génère l'impossibilité pour les Etats de jouer la triple partition de la démocratie, de la souveraineté et de l'intégration économique, conformément à ce que pressentait en 2011 l'économiste de Harvard, Dani Rodrik, à travers l'énoncé de son fameux « trilemme ». Et que l'on soit « in » ou « out », grec ou britannique, ce conflit demeure irrésolu. En l'état des traités, les pays sont condamnés à des compromis imparfaits et instables.

Pour les « Brexiters », qui espéraient restaurer la souveraineté à travers le jeu démocratique, les lendemains du référendum déchantent. Les partisans du « Remain » cosmopolites des grandes villes anglaises réclament un nouveau référendum. Ils évoquent le caractère non contraignant du référendum, rappelant la suprématie du Parlement de Westminster. L'Ecosse et l'Irlande du Nord menacent d'organiser des référendums d'indépendance.

L'ILLUSION QUE
LES ETATS
POURRAIENT
REPRENDRE EN
MAIN LEUR
DESTIN

De son côté, le Parti conservateur veut gagner du temps. Certains des dirigeants britanniques murmurent qu'avant de déclencher la demande il serait opportun d'esquisser les contours du nouveau « deal » britanno-européen. Car si le pays arrivait à décrocher un accord, un deuxième référendum pourrait être organisé, qui pourrait invalider le premier.

Bref, tout se met en place pour confirmer, ce que l'on sait déjà depuis 2005 : l'instrument référendaire n'a aucun pouvoir de transformation du

SOUVERAIN A système. Il n'est qu'une arme à blanc, de dernier ressort, systématiquement
SYSTÉMATIQUEMENT contournée. L'illusion que les Etats pourraient reprendre en main leur destin
ÉTÉ MISE EN souverain a systématiquement été mise en échec. Les Grecs sourient
ÉCHEC discrètement ; tout ça leur rappelle leurs péripéties du juillet 2015, leur référendum pris en otage, bafoué, instrumentalisé.

Un nouveau tour de vis budgétaire

Les « Brexiteurs » prônent l'idée que, une fois sorti de l'UE, le Royaume-Uni, champion du dumping fiscal et réglementaire, retrouverait un dynamisme économique sans précédent. Avec une dette publique de 90 % du produit intérieur brut (PIB), un déficit voisin de 4,5 %, et un déficit des transactions courantes supérieur à 5 % du PIB en 2015, la situation financière du Royaume-Uni n'est pas fameuse. Même hors de l'Eurozone, le Royaume-Uni n'a pas pu s'abstraire de l'austérité.

Sous la houlette de David Cameron, les dépenses ont été coupées et le marché du travail toujours plus flexibilisé, aggravant ainsi des fractures sociales et spatiales dans le pays. Or, loin des promesses des « Brexiteurs », un nouveau tour de vis budgétaire encore plus virulent se profile, pour s'ajuster à la pression post-référendaire des marchés, des agences de notation, à la baisse de la livre sterling et au recul probable des investissements.

Les Grecs se sentent confus. Certes les sacrifices sans fin consentis pour demeurer dans l'Eurozone ne produisent aucun dividende. Mais, a contrario, ceux qui pensaient que, en dehors de l'euro, ou encore mieux de l'UE, les Etats pourraient casser le cercle infernal de l'austérité se voient démentis par le Brexit.

LES ADEPTES Le Brexit met fin aux faux dilemmes. Il nous rappelle que l'austérité a des
D'UN causes profondes, en partie étrangères aux règles de stabilité de
NATIONALISME l'Eurozone. L'austérité est d'abord endogène à la crise du capitalisme
FREE MARKET mondialisé. Toutes les économies périphériques, de services, excentrées
VEULENT des grands cœurs d'agglomération industrielle, tendent à générer des
CONTINUER DE déficits : Royaume-Uni, Espagne, Portugal, Grèce et dans une moindre
PROFITER DES mesure l'Italie. L'économie française tend aussi à se périphériser.
BIENFAITS DU
MARCHÉ Le Royaume-Uni insiste aujourd'hui sur le fait que le choix démocratique de
EUROPÉEN ne plus faire partie de l'UE ne doit pas le priver du marché unique
européen. Mais attention, les adeptes d'un nationalisme free market veulent
continuer de profiter des bienfaits du marché européen, voire d'accepter la
législation des politiques du marché intérieur, à une condition près :
protéger le marché du travail en limitant la libre circulation des travailleurs
migrants et des citoyens européens ; limiter les droits sociaux qui en découlent.

Le rejet de l'UE de la part des eurosceptiques conservateurs et nationalistes se cristallise autour du contrôle des flux migratoires, autrement dit d'une hostilité à la mobilité humaine. Or, en acceptant toutes les formes de mobilité, à l'exception de celle des hommes, ces eurosceptiques libéraux introduisent une énorme contradiction dans la doxa libérale.

Perplexité

L'accord de février avait néanmoins permis à M. Cameron d'obtenir une victoire en la matière. Est-ce que son successeur pourra la répéter dans le cadre d'un nouvel accord ? Les Grecs restent perplexes. Les concernant, aucune dérogation n'a été concédée. Bruxelles a déjà voulu mettre en garde les Britanniques. Il n'y aura pas d'accord avec des automatismes.

Néanmoins, même si ce libéralisme « sélectif » est difficile à aménager pour Bruxelles, surtout en faveur d'un pays qui s'appête à sortir de l'UE, elle devra bien trouver une solution, préservant ses liens commerciaux avec le Royaume-Uni, sans pour autant alimenter une spirale de sorties.

In fine, la crise du Brexit a pour vertu de nous défocaliser du cas grec. Ce dernier, servait jusqu'ici d'anathème pour les élites européennes, accréditant l'idée que le système dysfonctionnait du fait de la défaillance des Etats. Dorénavant, le référendum britannique devient une excellente leçon pour comprendre les impasses politiques dans lesquelles, tous les Etats de l'UE et l'UE elle-même se retrouvent, essayant en vain de conjuguer démocratie, globalisation et souveraineté nationale.

Lire aussi : [Le « Brexit » ? Un malentendu \(idees/article/2016/06/30/le-brexit-un-malentendu_4961210_3232.html\)](http://idees/article/2016/06/30/le-brexit-un-malentendu_4961210_3232.html)